

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 16](#)
(1)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à monsieur le préfet de l'Aisne, 28 octobre 1884](#)

Jean-Baptiste André Godin à monsieur le préfet de l'Aisne, 28 octobre 1884

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 16 (1)

Collation 2 p. (88r, 89v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à monsieur le préfet de l'Aisne, 28 octobre 1884, Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris, FG 16 (1)

Consulté le 25/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/54476>

Copier

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [28 octobre 1884](#)

Lieu de rédaction Inconnu

Destinataire [Séblin, Charles \(1846-1917\)](#)

Lieu de destination Laon (Aisne)

Scripteur / Scriptrice [Inconnu](#)

Description

Résumé Sur un alignement de constructions de l'usine du Familistère de Guise. Godin rappelle sa lettre à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du 16 avril

1884 et conteste la réclamation de l'administration des ponts et chaussées demande le paiement d'une bande de terrain.

Notes

- La lettre est signée « L'administrateur-Gérant | Godin ».
- Destinataire : Charles Séblin est préfet du département de l'Aisne du 18 décembre 1877 à 1885.
- Personne citée : François Gérard est ingénieur en chef des ponts et chaussées de l'Aisne de 1883 à 1889.
- La lettre de Godin à François Gérard du 10 avril 1884 est copiée sur les folios 74r et 75v du registre Cnam FG 16 (1).

Mots-clés

[Conflit](#), [Construction](#)

Personnes citées [Gérard, François](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

1 copie
de la lettre

Quirk le 28 Octobre 1846

Monsieur Le Préfet de l'Orne
à Laon.

Nous avons l'honneur de vous remettre
ci-jointes copie d'une lettre que vient de nous adresser
Monsieur l'Ingénieur ordinaire de l'Arrondissement
de S^t Quentin.

Nous pensions qu'il avait été tenu compte des
observations que nous avons faites à Monsieur l'In-
génieur en Chef des Ponts et Chaussées dans notre
lettre du 10 Avril dernier, relativement à la réclama-
tion qui nous était faite par l'Administration,
d'avoir à payer une bande de terrain de 32 mètres 37¹/₂
évaluée à 80, 83¹/₂ m.

Nous expliquons à Monsieur l'Ingénieur en Chef
que l'Uhin, établie en 1846, avait été construite sur les
limites de la propriété, que les haies que nous venions
d'enlever faisaient partie du même alignement, que
cela résulte d'un procès verbal d'arpentage et de bornage
signé des propriétaires riverains et daté de l'année 1847
qu'à cette époque et depuis, ni la Société, ni les riverains
qui ont construit sur le dit alignement, n'ont eu à
payer aucune indemnité.

N'ayant pas entendu parler de cette affaire depuis

nous avons tout lieu de croire que'il nous avait
été rendu justice.

Il est évident que nous ne nous laisserons pas
entraîner à plaider contre l'Administration, pour
une valeur de terrain si peu importante, mais,
l'Administration eût pu s'éviter de commettre
cette spoliation, si elle avait été consultée le Document
que nous lui avons désigné.

Il est d'ailleurs de notoriété publique que le terrain
sur lequel nous avons construit était occupé autrefois
et cela depuis plus de 10 ans, par un vergier et border
de haies vives longeant la route. S'il y a jamais
eu quelque chose à payer à l'Administration, cela
a dû être fait par nos devanciers; quand aux titres de
propriété que nous possédons, ils établissent nette-
ment la limite du terrain à l'alignement de la
route, et ce terrain, a été payé ainsi que cela devait
être, jusqu'au dit alignement.

Malgré toutes ces raisons et quoique nous con-
sidérions que la l'Administration commet envers
nous, un véritable crime de justice, nous acquiesçons
au paiement de la somme que nous est réclamée, cer-
tain que c'est la seule manière qui nous est laissée
de ne pas payer trois fois la valeur d'une même
chose.

Agreez Monsieur le Préfet nos
Salutations les plus distinguées -
L'Administrateur Gerant